

Trump et la dégradation de la démocratie aux États-Unis

Monde

Par Pedro Soriano

Avocat

Publié le 26 juin 2025

Le meurtre d'une députée du Minnesota s'inscrit dans la longue histoire de violence des États-Unis, mais il survient dans un contexte inédit : un pyromane à la Maison-Blanche. Pedro Soriano, expert de la politique américaine, analyse comment les actions de Trump sont une répétition générale d'une possible dérive autocratique que le pays semble sous-estimer.

L'histoire politique américaine est parsemée de moments violents, favorisés par des lois laxistes sur les armes à feu qui ont entraîné la mort de quatre présidents, de nombreux sénateurs et membres du Congrès, de membres de conseils municipaux et de personnalités publiques

en général.

L'assassinat politique de Melissa Hortman, ancienne présidente de la Chambre des représentants du Minnesota (et de son mari), commis samedi 14 juin (la police a retrouvé dans la voiture du tueur une lettre l'avouant ouvertement), ainsi que la tentative d'assassinat d'un autre sénateur démocrate, s'inscrivent ainsi dans une tradition nationale sanglante.

Aujourd'hui, même dans les pires moments de violence, le pays a souvent eu des dirigeants déterminés et compétents, capables d'apaiser les esprits. L'exemple le plus frappant est peut-être l'assassinat de Martin Luther King Jr. en avril 1968. Robert Kennedy, à son apogée politique et dans sa tragique fonction de frère d'un président martyr, a réussi à apaiser la communauté noire d'Indianapolis, qui, cette nuit-là, était prête à incendier la ville (comme cela s'est produit dans de nombreuses autres villes du pays). Le moindre paradoxe est que, deux mois plus tard seulement, Kennedy ait été assassiné à son tour par un Palestinien – un autre pays où la violence politique a été et est récurrente, avec des conséquences tragiques pour les Palestiniens eux-mêmes et leurs voisins.

Aujourd'hui, malheureusement, la plus haute direction du pays est occupée par, faute d'un meilleur terme, un pyromane. La semaine précédant les meurtres du Minnesota, le président des États-Unis, afin de répondre directement aux manifestations qui ont éclaté en Californie contre les politiques draconiennes de l'Agence américaine de contrôle de l'immigration (ICE), a fédéralisé la Garde nationale de l'État. Une première depuis 1965 : il a envoyé les Marines procéder à des arrestations de citoyens américains sur le sol américain, créant ainsi un précédent très dangereux.

Tout cela, bien sûr, contre la volonté du gouverneur Gavin Newsom et de l'assemblée législative de l'État, qui ont jugé cette manœuvre inutile et provocatrice (rien n'indiquait que la

Californie était incapable de contrôler seule les manifestations), et dans un État dont la population est à 40 % hispanique.

Comme on pouvait s'y attendre, le juge de district Charles Breyer a déclaré inconstitutionnelle la décision de Trump de fédéraliser la Garde nationale de Californie. Mais le combat va s'intensifier jusqu'à la Cour suprême, où Trump est convaincu que les six juges nommés par des présidents républicains (dont trois par lui-même) annuleront la décision et soutiendront sa conception autoritaire de l'exercice du pouvoir présidentiel – une hypothèse qui n'est pas exclue au vu de la décision de la Cour sur l'immunité présidentielle rendue l'année dernière dans l'affaire États-Unis contre Trump.

Le jour même des meurtres du Minnesota, Trump avait organisé un défilé militaire à Washington, officiellement pour commémorer le 250e anniversaire de la création de l'armée américaine, bien que, heureuse coïncidence, cette date se trouvait être aussi celle de son anniversaire (le défilé militaire a commencé et s'est terminé par la chanson « *Happy Birthday* »), signe inquiétant que le président souhaite associer l'establishment militaire à son projet politique personnel, comme l'a aussi montré son discours devant les forces armées le 10 juin à Fort Bragg.

En réalité, la principale inquiétude concernant la manœuvre présidentielle en Californie est qu'elle pourrait constituer une répétition générale pour empêcher les élections de mi-mandat de 2026 et la prochaine présidentielle de 2028 : profitant d'éventuelles manifestations, Trump s'arrogerait le pouvoir de suspendre les élections dans les États démocrates afin d'assurer une majorité fictive au Congrès aux républicains.

Tout cela, qui, sous toute autre présidence, aurait pu être qualifié de fiction politique, devient un danger imminent sous Trump, étant donné que son pouvoir exécutif n'est plus lié par aucune contrainte, qu'il dispose d'un pouvoir législatif

subordonné et silencieux, et que le pouvoir judiciaire n'est tout simplement pas assez réactif pour enrayer la dérive autocratique qui frappe les États-Unis.

En ce sens, il est important de comprendre qu'aucun pays ne devient autocratique du jour au lendemain : il s'agit toujours d'un processus de dégradation progressive des institutions démocratiques, qui glissent, d'abord imperceptiblement, puis à une vitesse croissante, vers l'autoritarisme. Le meilleur exemple reste l'Allemagne de Weimar, qui a mis quatre ans (depuis la décision du président Hindenburg d'autoriser le chancelier Brüning à gouverner par décrets, contournant le Reichstag, au milieu des années 1930, jusqu'à la mort de Hindenburg en août 1934) pour passer d'une démocratie à part entière à une dictature à parti unique et à dirigeant unique.

La grande crainte, vue de l'extérieur, est que les Américains ne perçoivent pas que la démocratie ne se limite pas à la tenue d'élections tous les deux ou quatre ans, et que la dégradation actuelle de ses institutions pourrait, demain, entraver la tenue d'élections libres et équitables.